

Et si on parlait du coût du capital

**Pourquoi patronat, gouvernement, médias parlent-ils
toujours coût du travail et jamais coût du capital ?**

Contrairement à ce qu'ils prônent, ce ne sont ni le coût du travail, ni la soi-disant rigidité du marché du travail qui plombent la compétitivité des entreprises mais la rémunération du capital.

Sur le plan des mots, patrons et médias disent « les entrepreneurs sont écrasés par le coût du travail dans un pays où les charges sont les plus lourdes d'Europe », au lieu de dire « les employeurs versent pour le travail fourni un salaire dont une partie sous forme de cotisations ».

A la CGT, on affirme que le salaire est formé de deux parties : le salaire net et les cotisations sociales.

Augmenter le salaire participe à augmenter le salaire net et les cotisations sociales. Réduire les cotisations sociales, c'est réduire le salaire, et donc transférer les coûts de la protection sociale sur l'impôt, type CSG ou autre. Seul l'employeur y trouve son compte.

Augmenter le salaire complet, dit « salaire socialisé », est notre objectif. Cela ne peut se faire qu'en transférant vers les salaires, les profits que s'accapare le patronat.

Par leur travail, les salariés créent la richesse des entreprises. L'enjeu porte donc sur la répartition des richesses entre le capital et le travail

Ce qui va aux salariés : Le salaire et les cotisations sociales (part salarié et employeur), ce qu'ils appellent injustement les charges.

Ce qui ne va pas aux salariés est réparti entre : les impôts des entreprises, les investissements et les dividendes aux actionnaires.

A ce sujet, la part des dividendes dans la valeur ajoutée est passée de 5% en 1985 à 25% en 2011, alors que la part des salaires dans les richesses créées est plus faible aujourd'hui qu'à la sortie de la guerre.

Ainsi entre 1983 et 1989, la part des salaires dans la valeur ajoutée a diminué de 10%.

Pourquoi le MEDEF nous parle uniquement de compétitivité et de coût de travail exorbitant :

Deux raisons évidentes :

- Pour continuer à augmenter les dividendes des actionnaires.
- Pour détruire la protection sociale et notamment la Sécurité Sociale car son budget est supérieur à celui de l'Etat et il intéresse les groupes financiers (assurances, banques...). Il faut savoir que les coûts de gestion de la Sécurité Sociale sont bien inférieurs à ceux des assurances.

Le MEDEF utilise la crise pour imposer une régression sociale généralisée.

Le Produit Intérieur Brut mesure l'ensemble des revenus générés par l'activité productive en France.

La baisse de la part des salaires dans le PIB depuis 1983 (« tournant de la rigueur ») est compensée par une explosion des dividendes versés par les entreprises, qui atteignent aujourd'hui la somme incroyable de 230 milliards d'euros ! Plus de la moitié du budget de l'Etat et dix fois le déficit des retraites !

Le coût du capital est une charge pour la collectivité.

Le Gouvernement, répondant aux injonctions du patronat, choisit de lui faire de nouveaux cadeaux. En augmentant les exonérations de cotisations des entreprises et en proposant d'amputer le pouvoir d'achat des salariés et des retraités, le Gouvernement se met au service de la rentabilité financière.

Nous sommes dans une véritable lutte de classes et le MEDEF utilise tous les moyens à sa disposition pour remettre en cause les acquis sociaux, acquis obtenus par des luttes exemplaires.

Ce n'est pas le travail qui coûte cher mais la rémunération du capital !

Non, le travail n'est pas un coût, mais un atout.

Ce sont les salariés qui créent les richesses du pays !

Des solutions existent, pour sortir de la crise il est urgent et indispensable :

- D'augmenter les minimas sociaux,
- D'augmenter les salaires,
- D'augmenter les retraites,
- De porter le SMIC à 1700€ brut.

Pour connaître l'actualité sociale, consulter le site cgtarles.fr